



## **Les fonctionnaires des impôts et du trésor amplifient la mobilisation.**

Après une journée de grève particulièrement réussie le jeudi 15 mai dernier, les fonctionnaires de la Direction générale des finances publiques (la DGFIP, née de la fusion « impôts/trésor ») ont participé largement aux assemblées générales qui se sont tenues dans de nombreux départements et se sont engagés dans un processus d'actions reconductibles.

Le mécontentement et le ras le bol des agents de la DGFIP atteint des proportions rarement égalées : en effet, outre la fusion « impôts/trésor » et les inquiétudes qu'elle suscite sur les conditions de travail notamment, le processus de « *révision générale des politiques publiques* » (RGPP), le libre blanc sur l'avenir de la fonction publique et le projet de loi sur la mobilité portent des coups contre la fonction publique et ses agents d'une gravité exceptionnelle. Il s'agit ni plus ni moins d'un changement radical dans la conception même de la « chose publique » qui ne profitera ni aux citoyens, ni aux agents.

Les agents de la DGFIP se sont massivement mis en grève le jeudi 15 mai, avec près de 45 % de grévistes. Des assemblées générales se sont déroulées dès le vendredi 16 mai puis à partir du lundi 19 dans de nombreux départements. De nombreuses actions ont lieu chaque jour, prenant la forme de grèves, de piquets de grève, d'arrêts de travail ponctuels, de rassemblements, de comités d'accueil à l'occasion de visite de directeurs locaux, de distribution de tracts au public... Une quinzaine de départements étaient touchés par ces actions lundi, une trentaine ce mercredi.

Ainsi, aux impôts, aujourd'hui, des hôtels des impôts sont bloqués sur Paris centre, Paris est, Paris ouest et à Caen (pour le 5<sup>ème</sup> jour consécutif !). Des rassemblements et des distributions de tracts ont lieu dans de nombreux départements dont Paris, l'Ardèche, le Maine et Loire, la Charente maritime, le Morbihan, l'Indre et Loire, l'Isère ou encore l'Ain. Des assemblées générales se tiennent dans la plupart des départements pour préparer la journée du 22. Dès le 23 de nouvelles assemblées générales se tiendront sur tout le territoire pour débattre et décider de l'amplification des actions et des grèves en cours. L'administration a beau relativiser le taux de grévistes national dans un contexte d'actions diverses menées au plan local, elle ne peut ignorer que le jeudi 15 mai a connu une mobilisation exceptionnelle d'une part, et que le malaise et le mécontentement sont profonds parmi les fonctionnaires de ses services d'autre part.

[Lien vers le site du SNUI :](http://www.snui.fr)

[http://www.snui.fr/agt\\_adh/actualite/2008/mai/journal\\_actions\\_mai\\_2008.htm](http://www.snui.fr/agt_adh/actualite/2008/mai/journal_actions_mai_2008.htm)